

Subject Files Regarding Social Welfare

Purchase, Distribution, and Delivery of Supplies

C/SOC/535- Appeals for Assistance from Organizations and Individuals

11/01/1961-17/07/1963

PLEASE RETAIN
ORIGINAL ORDER

DECLASSIFIED

UNARCHIVES

SERIES S-0737

BOX 11

FILE 5

ACC. DAG-13/1.6.1-0

CIV.OPS/31/63

Le 6 mai 1963

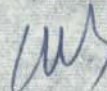
Monsieur le Président,

J'ai l'honneur de me référer à votre lettre No 00708 du 26 avril 1963 nous demandant de vous fournir certains véhicules nécessaires à la distribution de médicaments et aux services de l'enseignement et des impôts.

A cet égard, je tiens à vous informer que nous sommes liés par la procédure établie par le Gouvernement central, laquelle réfère toute question d'aide au Bureau de Coordination économique du Cabinet du Premier Ministre. Conformément à cette procédure, les Nations Unies ne peuvent prendre en considération les demandes d'aide, à moins que celles-ci n'aient passé par ce Bureau. Je suggère donc que vos besoins en véhicules soient soumis au Ministère approprié du Gouvernement central lequel pourra, soit prendre des mesures pour y subvenir grâce aux ressources disponibles du Gouvernement, soit demander au Bureau de Coordination économique d'obtenir une aide de l'extérieur, c.à.d. des Nations Unies ou d'une autre source.

Je regrette de n'être pas à même de répondre directement à votre demande. Je tiens cependant à vous assurer que je donnerai mon entier appui à sa réalisation dans le cadre des procédures précitées.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma haute considération.



Max H. Dorsinville
Chargé de la Mission des Nations
Unies au Congo

Son Excellence
Monsieur Joseph Ngalula
Président provincial du
Sud Kasai
BAKANGA

c/Soc 535

Le 17 juillet 1963

Chère Madame,

J'ai été heureuse de faire votre connaissance et d'apprendre que vous avez l'intention d'ouvrir à Léopoldville cinq jardins d'enfants pour les petits Congolais de 2 à 6 ans.

J'en ai fait part au représentant à Léopoldville du FISE (Fonds international du secours à l'enfance), afin de savoir si cette institution spécialisée des Nations Unies peut vous aider dans votre projet. Mais le représentant m'a déclaré que l'assistance du FISE ne peut être accordée qu'aux projets gouvernementaux.

Cependant, vous pourriez vous mettre en rapport avec M. Ernest Grigg, consultant principal pour les questions sociales à l'ONUC, bureau 23B du building Chanio. Je lui ai parlé de vos plans et peut-être pourra-t-il vous offrir quelque assistance.

Je vous souhaite plein succès dans votre projet et espère visiter votre premier jardin d'enfants lorsqu'il sera inauguré.

Veuillez agréer, chère Madame, l'assurance de mes sentiments les plus amicaux.

Mary W. Robertson
Assistante du Chargé de la Mission

Mme Grün
Hotel Memling
LEOPOLDVILLE

C/Soc 535

Leopoldville, le 26 mars 1963

Monsieur le Président,

Le Chargé de la Mission des Nations Unies au Congo m'a demandé d'accuser réception de votre lettre N° SAB/MP/0040/63 en date du 13 mars 1963 par laquelle vous lui demandez d'accorder une subvention à la Ligue des familles africaines du Congo.

Comme vous le savez, l'Organisation des Nations Unies est venue au Congo à la demande du Gouvernement de la République pour assister ce dernier dans le redressement politique, économique et social du pays. L'assistance des Nations Unies est donnée au Gouvernement de la République et nous n'avons pas de fonds nécessaires pour accorder de subvention aux organisations privées comme à la vôtre. Je regrette donc de devoir vous informer qu'il nous est impossible de faire droit à votre demande. Je vous suggère de vous adresser directement au Gouvernement Central à ce sujet.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'expression de mes sentiments très distingués.

F.T. Liu
Conseiller politique

Monsieur le Président
Ligue des familles africaines du Congo
B.P. 410
Boma

LIGUE DES FAMILLES AFRICAINES
DU CONGO.- B.P. 410.- B O M A
Cpte. Chèque n°836.B.E.A.BOMA.

C/soc 535
Boma, le 13 mars 1963.-

Réf.: n°SAB/MP/0040/63.-

O B J E T S :

Demande : Affiliation
Subventions

Monsieur le Représentant
de l'U.I.O.F.-B.P.7248.-
Léopoldville.-

ref. le 26/3/1963
par M. L. -
dun

Monsieur le Représentant,

Comme vous ne l'ignorez pas, la crise politique que traverse le Congo depuis son accession à l'indépendance politique, la hausse de prix inconsiderée sur tous les marchés, voire même les tarifs de soins médicaux, augmentés dans les proportions anormales, tant dans les hôpitaux privés que publics, les facteurs économiques toujours détériorants, d'où perte de pouvoir d'achat de l'individu et l'inflation monétaire, facteurs de base à la situation que connaît le Congo à l'heure; ont causé dans diverses régions du Pays, un préjudice aux populations, dont certaines ont rendu âme, soit par une insuffisance ou manque d'alimentation riche en vitamine, soit par manque de possibilités financières pour s'assurer un traitement médical efficace.-

En effet, pour remédier à cet état de cause, nous avons procédé à la création d'un mouvement d'entraide mutuelle, dénommé: LIGUE DES FAMILLES AFRICAINES DU CONGO: "LIFACO"; mouvement sans but lucratif, aux services exclusifs de l'humanité, ayant pour objectifs:

- 1.- Pourvoir aux besoins pharmaceutiques des membres effectifs et réguliers.-
- 2.- Intervenir aux frais d'ensevelissement en cas de mort d'un membre visé dessus.-
- 3.- Pour assurer le soin des enfants des familles membres, dont les parents sont morts, la LIFACO entend organiser un orphelinat par province.-
- 4.- Promouvoir l'éducation et l'instruction sociale des familles affiliées par la création des foyers sociaux dont un par circonscription.-
- 5.- Conclure des accords avec les établissements commerciaux, en vue de l'obtention, au bénéfice des membres, une remise importante, pour tout achat qu'ils effectuaient dans ces éta. moyennant présentation carte de l'an en cours.-

Par ailleurs, pour mieux assurer son intervention à ses membres, et contrôler avec beaucoup d'efficacité le roulement de ses opérations, la LIFACO, croit disséminer dans toutes les régions où sont et seront implantés ses secrétariats régionaux, des cercles d'assistance médicale et sociale, où les familles affiliées reçoivent et recevront gracieusement les soins médicaux efficaces, sur simple présentation carte d'affiliation en ordre de cotisation, et ainsi que de la formation sociale aux femmes et filles des familles membres.-

D'autre part, afin de se permettre de poursuivre sans ralentissement de zèle, l'action de protection et de sauvegarde des droits fondamentaux de l'Etre Humain entreprise, la LIFACO sollicite par la présente son affiliation à l'organisme dont vous avez la haute direction, et des subventions nécessaires qui lui permettront de réaliser le complexe de services que voici, prévu dans son programme d'action:

- a)- Ouverture secrétariats+équipement matériel (là où besoins s'en font sentir).
- b)- Création cercles d'assistance médicale comme dit ci-haut+équipement matériel; médical.-
- c)- " d'Orphelinats+équipement matériel.
- d)- " des foyers sociaux+équipement matériel (machines à coudre et autres)
- e)- Transports des membres malades; et des fonctionnaires permanents aux services d'itinérance. (Probagande et recrutement membres)

Avec ferme espoir que vous daignerez agréer notre requête et donner la suite qu'elle comporte; nous vous prions Monsieur le Représentant, de croire à nos sentiments familiaux.-

Pour la L I F A C O :

Le Secrétaire. "

MALONDA. Pierre



Le Président.

MANUNGU. Patrice.

C/soc 535

Léopoldville, le 1er février 1963

Monsieur,

Me référant à votre lettre du 22 courant adressée au Chargé de la Mission des Nations Unies au Congo, j'ai l'honneur de porter à votre connaissance que l'Ambassade de Belgique à Léopoldville a déjà entrepris les démarches nécessaires auprès des autorités congolaises compétentes. Il en résulte que le Substitut Antoine Muibu a été suspendu de ses fonctions et a reçu l'ordre de se rendre immédiatement à Léopoldville pour répondre aux accusations portées contre lui. Je vous tiendrai au courant dès que nous aurons reçu des renseignements complémentaires sur le sort de votre père.

Veuillez agréer, Monsieur, mes salutations distinguées.

Z.R. Marcella
Conseiller juridique

Monsieur Florani Serge,
3 Avenue Jos. Lejeune,
Trois-Ponts
Belgique

EFHAM

28. Florani Serge
avenue Jos. Repeune
TROIS-POINTE
Belgique.

C/SOC 535

Trois-Ponts, le 22 janvier 1963.

Recommandée.

Monsieur le Représentant Général
des Nations-Unies au Congo.
Leopoldville

Monsieur le Représentant Général,

J'ai l'honneur de demander votre haute intervention, afin de venir en aide, apporter assistance, évacuer ou faire évacuer, mon père Monsieur Florani Mario âgé de 61 ans, se trouvant à Kabinda, ancienne prov. du Kasai, Rep. du Congo, qui a été arrêté et mis en prison par le substitut MUJIBU Antoine.

Mon père a été arrêté fin décembre 1962 et se trouve encore en ce moment en prison, sans soins ni egards. D'après une lettre en provenance de Kabinda il entre dans les intentions de ce substitut de retenir mon père en prison, un temps très long.

Le substitut s'était déjà permis, sans raison aucune, de frapper et mettre mon père en prison au cours du mois de juillet 1962, et y serait resté, si le médecin de l'O.N.U. se trouvant à Kabinda, ne serait pas intervenu.

Le substitut est celui-là même qui a été déplacé de Lusambo pour avoir commis de nombreuses exactions, arrestations et autres abus. Il avait arrêté Monsieur Peiffer, sujet Belge se trouvant à Lusambo. A moi-même, au mois de mai 1962, il m'a extorqué 5000 frs.

Je vous demande d'intervenir de toute
urgence, mon père se trouvant dans des conditions
telles que sa santé et son moral en sont altérés.
J'ai ~~bon~~ espoir que vous employerez la manière
la plus directe pour arriver à un résultat.

Dans cet espoir, je vous remercie et je
vous prie, Monsieur le Représentant Général d'agréer
mes salutations distinguées

A handwritten signature in blue ink, appearing to be 'G. J.' or similar, with a stylized flourish at the end.

FERNAND DE POOT

REPRÉSENTANT GÉNÉRAL
DE LA

FÉDÉRATION DES ENTREPRISES CONGOLAISES

B.P. 84 - TÉL. 5389 (PRIVÉ) 2780 (BUREAU)

LÉOPOLDVILLE

LÉOPOLDVILLE

17/XI/1961


Cher Monsieur Poujoulat,

J'ai reçu hier dans la soirée un nouveau message téléphonique émanant cette fois de la Compagnie des Chemins de Fer des Grands Lacs à Bruxelles: selon la C.F.L. elle serait sans nouvelles depuis plusieurs jours de son médecin le Docteur F I N K E L résidant normalement à Kindu (l'intéressé serait (?) de nationalité polonaise)

Devant cette inquiétante disparition la CFL. serait heureuse de pouvoir recevoir à l'intervention de vos représentants à Kindu toute information que vous pourriez recueillir sur l'intéressé.

Je vous remercie d'avance pour votre intervention.



*I have phoned de Poot
on 17 XI 61 and informed
him Finkel was under
our protection at Kindu airport*


Le 30 août

1

ONUC Bukavu, Stanleyville

J. de Reynier, Administrateur principal des Affaires civiles au Congo

Situation rapatriement de Mme Demulder à Bunia

*See Red Cross
file*

A la demande de la famille la Croix Rouge belge, par le CICR et l'Ambassade de France, se propose de rapatrier en Belgique:

Madame Demulder

habitant chez son fils M. Louis Demulder

B.P. 182 à Bunia (Lac Albert)

Cette dame souffre de dépression nerveuse et le médecin conseille son rapatriement.

Je vous serais reconnaissant de nous donner toutes informations utiles concernant l'état et la situation de Mme Demulder comme sur ses intentions.

Léopoldville, 30th August

1

See
Red Cross
file

Mr. W. Cuperus, Chef des Opérations civiles ONUC, Bukavu
J. de Reynier, Administrateur Principal des Affaires civiles, Léopoldville
Situation de M. Philippe Alexandre BRION, Witshumbi (Lac Edouard).

M. Philippe A. BRION, Directeur de la Société Coopérative des Pêcheries Indigènes du Lac Edouard (COPILE), résidant à VITSHUMBI, Nord Kivu

aurait été empêché de quitter la région pour rentrer en vacances en Belgique. Il serait même peut être arrêté.

La famille, par le CICR, demande de ses nouvelles et spécialement quelles sont la situation et ses intentions.

Je vous remercie de tous renseignements et éventuellement de l'aide que vous pourriez donner.

Jacques de Reynier,
Administrateur Principal
des Affaires civiles

ORGANISATION DES NATIONS UNIES
AU CONGO



UNITED NATIONS ORGANIZATION
IN THE CONGO

BOITE POSTALE 7248
LEOPOLDVILLE
REPUBLIQUE DU CONGO
CABLE : ONUC. LEOPOLDVILLE

ER - 418

INTER - OFFICE MEMORANDUM

21 août 1961

A : Monsieur Fabry V. - Conseiller Spécial

De : MM. F.W. Tooby - Coordinateur des Secours économiques de l'ONUC

Objet :

Le câble suivant a été reçu du Représentant de l'ONUC à Bukavu le 19 août 1961 au sujet du rapatriement de la famille de Monsieur Omari Antoine :

" INSTRUCTIONS GOUVERNEMENT CENTRAL
CONCERNANT SUPPRESSION LAISSEZ-PASSER PAS
RESPECTEES DANS PLUSIEURS ENDROITS DU KIVU
PAR SOLDATS ANC STOP INTERVENTION MINISTRE
INTERIEUR DESIRABLE "

R 111113Z

FM ONUC BUKAVU

TO ONUC LEO

BT

R E S T R I C T E D BUKA 198 TOOBY FROM CUPERUS REF YOUR LETTER
ER-355 OF 20 JULY. MSF KINDU HAS TRACED FAMILY OF OMARI ANTOINE.
DISTRICT COMMISSIONER REFUSES AUTHORITY TO EVACUATE. HE HAS
REFERRED MATTER TO GENERAL LUNDULA

BT

3/12/DRH/120804Z AUG 61

P 190945Z

FM ONUC BUKAYU
TO ONUC LEO

BT

C O N F I D E N T I A L BUKA 220 100BY FROM CUPENUS RE YOUR REPLY
OF 12 AUG TO MY BUKA 198. INSTRUCTIONS CENTRAL GOVERNMENT CONCERNING
ABOLISHMENT LAISSEZ-PASSER DISREGARDED IN MANY PARTS OF KIVU BY
ANC SOLDIERY. INTERVENTION MINISTER OF INTERIOR SEEMS THEREFORE
INDICATED IN ORDER TO ACHIEVE OUR PURPOSE

BT

11/19/DRH/191744Z AUG 61

OUTGOING CODE

TO : CUPERUS - BUKAVU

FROM : TOOBY - Economic Relief Coordinator - Léopoldville

N° :

FOR CUPERUS FROM TOOBY STOP REUR RESTRICTED BUKA 198
INTERIOR MINISTER GBENYE ANNOUNCED YESTERDAY THAT LAISSEZ
PASSER NO LONGER REQUIRED FOR MOVEMENT WITHIN CONGO
~~STOP~~ AND THAT ALL GUARDS ON AIRPORTS AND OTHER CHECKPOINTS
MUST BE IMMEDIATELY WITHDRAWN STOP WE WONDER WHETHER
THIS NEWS HAS REACHED DISTRICT COMMISSIONER STOP IF SO AND
IF HE STILL REFUSES AUTHORITY WE SHALL ASK GBENYE CMA
INTERIOR MINISTER TO INTERVENE STOP AND END

Extrait d'un câble reçu de Bukavu le 19 août 1961 :

"..... Instructions Gouvernement central concernant suppression
laisses-passer pas respectées dans plusieurs endroits du Kivu
par soldats ANC. Intervention Ministre Intérieur désirable..... "

ORGANISATION DES NATIONS UNIES
AU CONGO



UNITED NATIONS ORGANIZATION
IN THE CONGO

BOITE POSTALE 7248
LEOPOLDVILLE
REPUBLIQUE DU CONGO
CABLE : ONUC LEOPOLDVILLE

INTER - OFFICE MEMORANDUM

31 May 1961

A : Mr. J.D. Kelly, Assistant to the Special Representative
De : Chief Finance Officer
Objet : Hotel bills from Kindu

M. Leclerc

Reference is made to your memorandum dated 23 May 1961.

Please let us have the bills under reference from the
Maniema Hotel as these were not attached to your letter.

Enclosures delivered by hand at the same
time with Memorandum and forgotten by a
staff member in drawer for a week owing to
Honeymoon.

CR



ORGANISATION DES NATIONS
UNIES AU CONGO

UNITED NATIONS ORGANIZATION
IN THE CONGO

INTER-OFFICE MEMORANDUM

No. 333/61

Bukavu 24 May 1961

TO : Mr. J.D.R. Kelly, Assistant to the Special Repr.
FROM : K.W. Cuperus, Chief ONUC Civil Mission, Bukavu
SUBJECT : Property abandoned in Kivu by Italian Nationals

I received your memo of 10 May with attached letter of the Italian Embassy in Leo concerning the property of Italian Nationals in Kivu. I will certainly assist Maître Damesin when he contacts me but you will realise that in view of the very meagre staff of which I dispose here, the possibility to give effective assistance is not *big. feat*

Noted. JH 29/5

KWCuperus/bc

23 May 1961

Mr. M. LECKIE, Chief Finance Officer
J.D.R. KELLY, Assistant to the Special Representative
Hotel Bills from Kindu

Further to my note to you of 10 May.

Attached herewith are two further bills totalling 11.100 C.Frs. from Kindu (Kivu Province) this time from the Maniema Hotel there:

- a) A bill for 1500 C.Frs in respect of Mr. Ashwodo Cox, an ONUC interpreter.
- b) A bill for 9600 C.Frs. in respect of Mr. and Mrs. Sylva, Portuguese nationals who were evacuated by ONUC to Leopoldville on 29 March. This bill should be forwarded to the Portuguese Embassy in Leopoldville.

cc : Major Furnay.

Mr Kell

All yours
D.R.

MALAYAN Special Force,
Kindu, CONGO.

20 May 61.

To:-

SLO, MALAYAN Special Force,
Leopoldville.

REFUGEES' BILLS.

Forwarded herewith Refugees' Bills made by Hotel
Maniema, Kindu, debit to Mr and Mrs. Silva and also for
Mr Cox Ashwodo an interpreter of the ONUC.

Evacuation Officer.

for 
Sgt

MANIÉMA HOTEL

PROPRIÉTAIRE

CHAKAS EM.

HOTEL - BAR - RESTAURANT

CINEMA

B. P. 29

KINDU

Kindu le 15/5/61.

ONUC

MALAYA , KINDU.

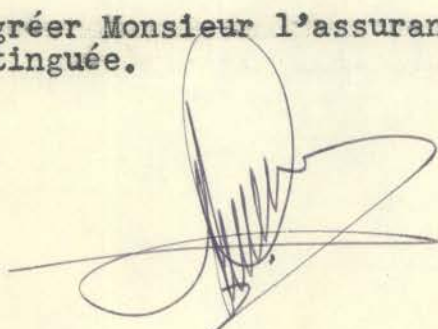
Messieurs,

j'ai l'honneur de vous transmettre par la present les factures N° 10, et 13?, consernent ,Monsieur Cox ASHWODO ,et Monsieur Madame Silva,refugiers venant de Kasongo,par l'ONU.

Facture.N° 13. Monsieur COX ASHWODO,Interprete,de l'ONU arrive avec deux soldat MALAYA,le 2/4/61,et partir ver Samba.

Facture N° 10.pour Mr,Me,Silva amenée par l'ONU de Kasongo comme refugiers,le 18,Mars 61,et partir par l'ONU en Europe via Leopoldville,le 30/Mars 61.

Veulliez agréer Monsieur l'assurance de ma consideration très très distinguée.

A handwritten signature in blue ink, featuring a large, stylized initial 'M' or 'S' with a long horizontal stroke extending to the right.

BULE-473
refers

10 May

1

Mr. M. Leckie, Chief Finance Officer
J.D.R. Kelly, Assistant to the Special Representative
Hotel bills of Greek and Belgian evacuees from Kindu

I enclose bills totalling 48,055 C.Frs. from the Hotel Relais, Kindu, Kivu, in respect of one Greek and two Belgian nationals who were evacuated from there by ONUC.

2. The bills totalling 26,455 C.Frs. in respect of Madam Passialis and family, who were evacuated from Kindu to Bukavu on 27 April, should be forwarded to the Greek Consulate General, Leopoldville.

3. The bills in respect of M. d'Angoisie and family (17,510 C.Frs.), who were evacuated to Leopoldville on 29 March, and Michel Debreez (4,090 C.Frs.) who was evacuated to Leopoldville on 24 April, together totalling 21,600 C.Frs., should be forwarded to the French Embassy (Protection des Interets Belges), Leopoldville.

cc: Maj. D.K. Furney,
Liaison Branch.

10 May 1961

Dear Mr. Cuperus,

... I enclose herewith a photocopy of a letter dated 9 May 1961 from the Italian Ambassador regarding property abandoned in Kivu Province by Italian nationals. If Maître Damesin contacts you, it would be appreciated if you would help as far as possible.

Yours sincerely,

J.D.R. Kelly,
Assistant to the Special Representative

Mr. K.W. Cuperus,
ONUC Civilian Officer,
Bukavu

... Encl.

Dr. H. ROESSLER
Hôpital de KINDU

KINDU

Kindu, le 30/4/61

Docteur Jean-L. de CHASTONAY
Chef de la Délégation

Mon Cher Collègue,

Dès réception de votre lettre du 21/4/61, je me suis mis en rapport avec l'officier malais chargé des questions relatives aux réfugiés, puis avec l'évêque de Kindu, afin de vous fournir des renseignements aussi détaillés que possible.

Actuellement, le calme règne. Nul ne peut dire s'il s'agit du calme qui précède la tempête; la semaine dernière seulement, trois fonctionnaires importants de la CFL ont été battus parce qu'ils avaient dû congédier trente travailleurs. C'est qu'il n'y a plus de travail, et qu'il n'y a plus d'argent pour payer les ouvriers. A KALIMA, la SYMETIN est également au bout de ses ressources. Tant que l'on a payé les salaires sans demander aux ouvriers de travailler, tout s'est passé parfaitement. Lorsque les employeurs n'ont plus été en mesure de verser la paie, des difficultés ont été à craindre. En gros, l'on peut dire qu'il reste encore à Kindu même environ 80 blancs; à Kalima (Symetin) environ 60, et enfin une vingtaine dispersés dans la région (selon les renseignements fournis par le docteur FINKEN, qui se trouve dans le pays depuis 9 ans). Jusqu'à présent, 187 blancs ont été évacués, dont 141 grâce à l'aide des Malais. Sur ce chiffre, 64 venaient des diverses missions; ils avaient d'abord été amenés à Kindu, d'où ils ont été évacués par petits groupes. Il a fallu pour 39 de ces réfugiés, fournir un certificat médical, sans lequel l'accord des autorités n'aurait pas été obtenu. Les missionnaires en cause n'avaient plus besoin de traitement médical urgent car le plus mauvais moment avait eu lieu en février; notre "aide" a donc surtout consisté à établir des certificats selon lesquels la maladie ne pouvait être traitée sur place mais exigeait les soins d'un spécialiste de Léopoldville ou d'Europe. Nos certificats ont d'ailleurs été acceptés sans objections. C'est le docteur BEERHALTER qui s'était précédemment chargé du traitement des personnes qui avaient subi de mauvais traitements.

Pour ce qui est de la situation dans les missions, le District de Maniema compte trois évêchés, Kindu, Kasongo et Stanleyville. Alors que Stan n'avait dans la région de Maniema qu'une seule mission, celle de Lubutu où au temps de la révolution les religieuses ont été maltraitées sur le champ de foire devant toute la population, cette mission est maintenant abandonnée et l'évêché de Kasongo a dans le District de Maniema les missions suivantes : Kasongo, Kipaka Mingana, Kinbangula, Namasa, Kabambare, Moyo et Kalima. A Moyo se trouvent 3 religieuses et un frère; à Kalima, où se trouve une école moyenne se trouvent encore 4 frères et dix religieuses. Les 6 missions mentionnées en premier ont été abandonnées par les frères et les religieuses. A Moyo également, un missionnaire a été brutalisé à tel point qu'il est resté trois jours sans connaissance et gardera des traces, semble-t-il sa vie durant.

./...

Présentation rapport original en allemand.

Have given a copy to Major Furney

*JK
20/5*

L'évêque de Kasongo a dû s'enfuir et n'a pu jusqu'à présent regagner son diocèse. Dans chacune des missions du Sud-Kivu dépendant de l'évêché de Kasongo (Shabunda, Kamituga, Kalole et Lalugu) se trouve, je crois, un missionnaire. Il n'y en a plus aucun dans les missions de : Kibombo, Malela, Samba, Enigamba, Kailo et Punia +, de l'évêché de Kindu. A Kindu même se trouvent encore six religieuses et huit frères ou pères; à Lokandu 4 religieuses; à Ferekeni 2 frères et à Kasese, 3. Je ne sais pas au juste si ce sont des frères ou pères; je ne suis certain que des chiffres.

Monseigneur FRYNS considère que les conditions se sont considérablement améliorées et que les autorités souhaitent que les missions continuent leur œuvre. En revanche la propagande du parti communiste exerce une forte influence, sur la jeunesse en particulier, et prend position de la façon la plus nette dans le sens d'une fermeture des missions.

On comprend sans peine que les nonnes préfèrent s'en aller : elles ont en effet vu l'une d'entre elles, et des plus âgées, jetée à bas d'un camion et, souffrant d'une fracture triple du bras, pour laquelle on refusa de la faire soigner, mise nue en prison, y dormir sur le sol et être violée de façon répétée. L'une d'entre elles s'est défendue et a été maltraitée de telle sorte qu'il en est résulté une paralysie du bassin et des membres inférieurs. Ajoutez à cela qu'on jette la nuit des pierres sur leurs fenêtres et que des noirs viennent constamment répéter : "Nous viendrons après-demain vous rouer de coups; nous vous déshabillerons et nous vous couperons en morceaux." C'est ainsi que s'expriment les membres de la Babibakat qui sont venus du Kasai.

Mon rapport au sujet des missions est basé sur les renseignements fournis par Monseigneur FRYNS, évêque de Kindu. Il explique les excès commis en plusieurs localités par le fait que la population y est fortement arabisée et que l'élément musulman y prédomine; d'où l'attitude hostile à l'église chrétienne.

J'espère que le présent rapport vous sera de quelque utilité; si vous vous trouviez avoir besoin d'autres informations, je me ferais un plaisir de vous répondre aussi rapidement que je pourrais.

Veuillez agréer, Mon Cher Collègue, l'expression de mes sentiments dévoués.

Dr H. ROESSLER

+ Cette mission a été abandonnée par les religieuses, mais il y reste encore trois missionnaires.

No. 253/61

27 April 1961

Bv-232

Col. Nazaruddin, MSF Kindu

Fergus F/N/ Fitz Gerald, A/Chief of Mission, Bukavu

Michel Debreez

...

The attached copy signal MSF/R/46 mystifies me. I am sure it does not mean to tell me to "spend a bit more time on it". There must be a misunderstanding.

Meantime I had better inform you the Minister of Justice Soumialot has ordered Debreez to be transferred to Bukavu for trial. How am I to explain that he has been evacuated by 4 RMR to Leo and liberty?

cc. Mr Kelly ✓

Léo

From 4 RMR Kindu
To ONUC BUKAVU
Info ONUC LEO
Sent 22.4.61 at 17.25
Rec. 23.4.61 at 09.10

cc. [redacted] ming cable
[redacted]

MSF/R/46 For FITZ GERALD Info KELLY

Ref your BUKI 93 of 211625. Regarding MICHEL DEBREEZ our MSF/R/44 of 2114008 clearly stated that he is in KINDU and will be repeat will be evacuated as soon as possible. Suggest you refer MSF/R/44 of 2114008 and spend a bit more time on it as full details requested about him. Will swd letar (Will send letter or later?. Please csm.

14 April 1961

xxx

Major Furney
Jean-Pierre Martin.

Mr. Georges Nielandt, Kindu.

We are requested to help in the evacuation towards Usumbura or Leopoldville of a Mr. Georges Nielandt (an employee of the Brasserie du Katanga) who is now blocked in Kindu as the ANC did not want to let him go in spite of his having obtained an authorization from the District Commissioner.

Please ask the MSF in Kindu to do what they can and to keep us informed.

F.E.C.

FEDERATION DES ASSOCIATIONS PROVINCIALES
DES ENTREPRISES
DU CONGO

SIEGE SOCIAL : LEOPOLDVILLE

TEL. 2780 - 2286

B.P. 84 LEO I

CABLES : INTERINDUS LEO

LEOPOLDVILLE, le 11 avril 1961
6, AVENUE RENKIN

FDP/AM/F.365/D.IIO/B.

**A Monsieur l'Ambassadeur de
la République Française
LEOPOLDVILLE**

Monsieur l'Ambassadeur,

Objet : Situation à Kindu.

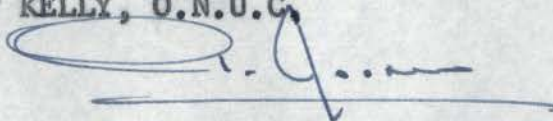
J'ai l'honneur de vous donner copie en annexe d'une lettre que vient de m'adresser l'Administrateur délégué de la Brasserie du Katanga.

Je vous serais très reconnaissant de bien vouloir envisager la possibilité d'une intervention auprès des services compétents de l'O.N.U.C. ; les unités malaises stationnées à Kindu ayant pu ces derniers temps faciliter l'évacuation de pas mal d'étrangers bloqués dans cette ville, il leur sera peut être possible de diriger Monsieur NIELANDT soit sur Usumbura, soit sur Léopoldville.

En vous remerciant d'avance, je vous prie de croire, Monsieur l'Ambassadeur, à l'assurance de ma très haute considération.

F.M. DE POOTER.
Représentant Général.

C;C. à Monsieur KELLY, O.N.U.C.



ELISABETHVILLE, le 7 avril 1961.

S. P. 900

PA

DG n° 405/D.22
D.

Monsieur DE POOTER

Président de la F.E.C.

Boîte Postale 84

LEOPOLDVILLE

Cher Monsieur DE POOTER,

Ainsi que me l'a recommandé notre Vice-Président, Maître BRUNEEL, je m'adresse à vous pour essayer de faire dégager par l'O.N.U. le gérant de notre dépôt de KINDU, Monsieur Georges NIELANDT et lui permettre de rentrer en BELGIQUE.

Il a eu déjà une autorisation de partir vers USUMBURA qui lui fut donnée par le Commissaire de District de KINDU, mais, avec un autre européen dans le même cas, il a été arrêté à la plaine d'aviation par des militaires qui les ont amenés en prison et maltraités copieusement. - Il doit être actuellement chez lui et nous apprend par une lettre du 22 mars qu'il est en bonne santé et qu'il pourrait partir en BELGIQUE si le personnel de l'O.N.U. à KINDU voulait bien organiser son départ vers USUMBURA ou LEOPOLDVILLE ; il possède des tickets avion pour BRUXELLES depuis un certain temps, notre dépôt étant fermé. - C'est un anversois et parle parfaitement l'anglais. - Son épouse et ses deux enfants se trouvent en BELGIQUE.

Maître BRUNEEL m'a assuré que vous étiez en excellentes relations avec les personnalités de l'O.N.U. et que vous pourriez probablement avoir une heureuse influence pour les faire intervenir en faveur de notre agent. - Il m'a d'ailleurs dit qu'il vous écrivait également.

Je vous remercie d'avance de ce que vous voudrez bien entreprendre pour faire évacuer ce brave garçon et je vous prie d'agréer, cher Monsieur DE POOTER, l'expression de mes meilleurs sentiments.

P. ALSTEEN
Administrateur Délégué.

CONSULAT
DU
GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

Léopoldville, le 10 avril 1961.

8, av. Beernaert (Sème étage) B. P. 141
Tél. 5131-3030

Cher Monsieur,

J'ai l'honneur de vous transmettre ci-joint copie d'une lettre que je viens de recevoir de la part de Monsieur le Ministre des Affaires Etrangères à Luxembourg et concernant le rapatriement de Mademoiselle Liliane SCHNEIDER, ressortissante luxembourgeoise retenue, depuis le mois de janvier, au siège de la Mission catholique des Pères du Saint-Esprit à Kindu (Maniema).

Je vous serais très reconnaissant si vous pouviez intervenir le plus efficacement possible afin que Mademoiselle SCHNEIDER soit évacuée de Kindu sur Léopoldville afin de pouvoir regagner l'Europe.

Je vous remercie beaucoup d'avance de votre intervention et, dans l'attente du plaisir de vous lire, je vous prie d'agréer, cher Monsieur, l'expression de mes sentiments distingués.

annexe : mentionnée.

Armand Delvaux
Armand DELVAUX

Consul du Luxembourg

Monsieur J.D.R. KELLY
Assistant to the
Special Representative
Quartier Général O.N.U.C.
Résidence ROYAL
LEOPOLDVILLE.

Luxembourg, le mars 1961

AIR MAIL

Le Ministre des Affaires Etrangères

à

Monsieur Armand DELVAUX, Consul du Luxembourg à

LEOPOLDVILLE

Concerne: Rapatriement de Mlle Liliane SCHNEIDER du Congo

J'ai l'honneur de vous informer que la ressortissante luxembourgeoise, Mlle Liliane SCHNEIDER, assistante sociale, est retenue, depuis le mois de janvier, au siège de la Mission catholique des Pères du Saint-Esprit à Kindu (Maniéma).

Mlle Schneider, qui a droit à un congé régulier, est en possession d'un ticket pour le voyage en Europe, mais jusqu'à l'heure actuelle elle n'a pas été autorisée à partir.

Je vous prie de bien vouloir intervenir auprès des autorités de l'ONU au Congo, afin que, par leur intervention elles fassent cesser la séquestration de Mlle Schneider et lui permettent de rentrer au Luxembourg.

Pour le Ministre des Affaires Etrangères,

Conseiller de Légation

C/Pok 130 / GUTS
Italy

L'Organisation des Nations Unies au Congo présente ses compliments à l'Ambassade d'Italie et a l'honneur de se référer à la note n° 765 que lui a adressée l'Ambassade d'Italie en date du 29 mars au sujet de la situation des ressortissants italiens se trouvant à Kindu, dans la province du Kivu.

Depuis le début du mois de mars, l'Organisation des Nations Unies au Congo a évacué de Kindu à Léopoldville 61 Européens parmi lesquels figurait une religieuse italienne, Soeur Barbarini. Cette opération se poursuit et l'ONUC espère pouvoir évacuer de Kindu (Maniema) tous les ressortissants étrangers, y compris les Italiens, qui désirent quitter la région.

L'Organisation des Nations Unies au Congo saisit cette occasion pour renouveler à l'Ambassade d'Italie l'assurance de sa très haute considération.

Le 7 avril 1961

F.E.C.

FEDERATION DES ASSOCIATIONS PROVINCIALES DES ENTREPRISES DU CONGO

SIEGE SOCIAL : LEOPOLDVILLE

TEL. 2780 - 2286

B.P. 84 LEO I

CABLES : INTERINDUS LEO

LEOPOLDVILLE, le 4 avril 1961
6, AVENUE RENKIN

FDP/AM/F.332/D.934.

A l'attention de
Monsieur KELLY.

A Monsieur le Représentant Spécial
du Secrétaire Général des
Nations Unies
Building "Le Royal"
LEOPOLDVILLE

Monsieur le Représentant Spécial,

Objet : Situation Albertville.

Suite à la conversation téléphonique KELLY-DE POOTER du 3 courant, j'ai l'honneur de vous envoyer en confirmation une photocopie de la lettre G. 16 expédiée par le C.F.L. en date du 27 mars 1961.

Malgré les difficultés d'ordre technique qui m'ont été immédiatement signalées par Monsieur KELLY, je me permets d'insister, à nouveau, pour qu'une aide rapide et efficace soit apportée aux Européens de Kindu.

En vous remerciant d'avance pour votre intervention, je vous prie de croire, Monsieur le Représentant Général, à l'assurance de ma très haute considération.



F.M. DE POOTER.
Représentant Général de la FEC.

Annexe : I.

*Spale to Maja Fumez ; also to
M. de Pooter. If possible send to Chania,
MSK with fly to Kindu + distribute it.*

cc: à Monsieur de Potter c/o UNO - B.P. 84 - Léopoldville
Monsieur DETROUX c/o COMTRA - B.P. 2977 - Léopoldville
assurance de ma considération très distinguée.

Albertville, le 27 mars 1961.

G/16
FG/MS

Monsieur le Brigadier P.S. WARD,
Commandant le Secteur ONUC -- Nord-Katanga,
ALBERTVILLE.

Monsieur le Brigadier,

SITUATION ALIMENTAIRE AGENTS DE KINDU.

J'ai l'honneur de vous informer que nos agents de Kindu nous font savoir ce jour par phonie que leur situation alimentaire est extrêmement précaire et s'aggrave constamment. Ils ne disposent notamment plus de farine, de sel, ni de beurre ainsi que d'autres produits essentiels.

Une intervention humanitaire s'avère nécessaire. Puis-je vous demander d'en informer sans délai les autorités compétentes de l'ONU ?

Nous sommes prêts à envoyer les vivres nécessaires si un moyen de transport nous est accordé par l'ONU.

D'autre part, l'évacuation immédiate de 7 agents non utiles serait de nature à résoudre partiellement le problème alimentaire.

Je tiens à répéter qu'il s'agit d'un problème très grave et très urgent dont la non solution rapide pourrait engendrer des conséquences humaines extrêmement dangereuses.

Je suis certain que vous y porterez la plus grande attention et vous en remercie bien vivement.

Veuillez agréer, Monsieur le Brigadier, l'assurance de ma considération très distinguée.

Pour LE DIRECTEUR GENERAL EN AFRIQUE,
par délégation,

F. GRANDJEAN.

Bruxelles, 5 Mars 1961

Administration civile
de l'ONU.
Leopoldville

~~Encluse~~
Encluse lettre to Father Baudouin
Waterkeyn given to Magn. Fumey.

J/L
y
u.

Messieurs,

Étant sans nouvelles directes et
préoccupé surtout de la santé et de la sécurité de
notre fils Benoît Waterkeyn, nous vous
serions très obligés de bien vouloir lui faire parvenir
la lettre ci-incluse à son adresse à KALIMA
via KINDU Munier. Mission des Terres Blanches.
En vous remerciant vivement à l'avance de
votre obligeance et de vos bons offices, nous vous
prions d'agréer, nos salutations très distinguées.



H. WATERKEYN

Lambros PASSIALIS
C/o Dr A. WEITZER
LAMBARENE (Gabon)

Lambaréné, le 28 mars 1961.

/Urgent/

APR-4 1961

ACTION

Monsieur le Représentant des
Nations-Unies (ONUC)

LEOPOLDVILLE.-

Monsieur le Représentant,

| | |
|--------------------------|----------------------|
| TO | |
| 1 | MARTIN |
| 2 | |
| 3 | |
| <input type="checkbox"/> | - Action Completed |
| <input type="checkbox"/> | - Acknowledged |
| <input type="checkbox"/> | - No Action Required |
| INITIALS | |

M. Kady
JPM
5
14

J'ai l'honneur de recourir à votre haute bienveillance, en vue de solliciter un secours.-

Je suis de nationalité grecque. Je viens du Congo ex-belge et me trouve actuellement à Lambaréné comme l'hôte du Docteur Albert SCHWEITZER.-

Je suis installé à Kasongo-Rive (près de Kindu) dans la Province du Kivu. Lors des derniers événements, j'ai dû fuir et chercher refuge au Katanga.-

J'ai une soeur qui est restée là-bas et dont je n'ai aucune nouvelle, depuis que les anarchistes ont pris le pouvoir à Bukavu. Mes efforts en vue d'entrer en communication avec elle se sont avérés vains. C'est la raison pour laquelle, en dernier ressort, je crois devoir m'adresser à vous.-

La région où vit ma soeur est plongée dans l'insécurité. Mon inquiétude ne fait que croître, d'autant plus que ces derniers jours, Kasongo a été le théâtre de nombreuses exactions commises par une secte religieuse, ce qui a nécessité l'envoi des troupes de l'ONU.-

Vous trouverez sous ce pli une lettre que j'adresse à ma soeur, par l'intermédiaire de vos soins. Vous m'obligeriez vivement, en voulant bien la lui transmettre.-

Dans cette attente, je vous prie d'agréer, Monsieur le Représentant, avec mes remerciements anticipatifs, l'assurance de ma considération très distinguée.-

L. Passialis
L. PASSIALIS -

P.S./ Le nom de ma soeur est Mademoiselle Maria Passialis.-

✓ Given to Maya
Furney la onward transmission JK 4/4

See Cobelmin letter of
17 March Bulmer.

TRANSNIS A L'ONU LE 28 MARS 1961.

JB 24
3

consobel shangugu

no 336 du 20 mars 1961.

serait urgent insister aupres onuc pour que patrouille delivre
quatre belges Namoya Cobelmin blesses grievement lors mort
Lumumba soignes a hopital et retenus depuis sur place stop
patrouille onuc envoyée récemment fut repoussée par anc stop
a Kaifo quinze europeens egalement prisonniers dont huit
agents Cobelmin trois missionnaires et quatre soeurs stop un
agent Cobelmin Kaifo muni laissez passer surete echappe par
propres moyens etre arrive Shangugu fullstop

Kittweger

25 March 1961

Dear Fitzgerald,

Further to my cable BU- 224,

I enclose herewith a photocopy of the letter from
Mrs. Dhalla.

Yours,

J. Kelly
Assistant to the Special Representative

Mr. F. Fitzgerald
Administrative Officer
ONUC
Bukavu

(Mrs.) Maryam K. Dhalla,
P. O. Box 1823,
Dar-es-Salaam
Tanganyika.

1st February, 1961

The U.N.O. Representative,
LEOPOLDVILLE.

Dear Sir,

I would like to enlist your assistance in getting news of my husband who is in the Congo and from whom I have not heard since two months. I do hope you will help me and let me have any news you can gather regarding him.

For your information, my husband is named Mr. Kamrudin Ali Dhalla and he has a shop in Butembo, Territoire Lubero, Kivu. The shop is called "Magasin du Kivu". My husband is fair and tall and always wears dark spectacles. He is a British Protected Person of Zanzibar by birth and possesses a British passport.

The last I heard from him was in early December. Since then I have sent him nearly five letters and a telegram but I have received no reply from him. Due to the critical position in the Kivu Province at present, I am worried about my husband and shall be very much obliged if you could let me have any news whatsoever you can gather regarding him.

Please also let me know if communication between East Africa and the Kivu Province is normal.

Your kind co-operation will be highly appreciated and thanking you in anticipation, I remain,

Yours faithfully,

M. Dhalla

COMPAGNIE COTONNIÈRE CONGOLAISE

SOCIÉTÉ CONGOLAISE A RESPONSABILITÉ LIMITÉE

SIÈGE SOCIAL :
LÉOPOLDVILLE

ADRESSE TÉLÉGRAPHIQUE : COTONCO

SIÈGE ADMINISTRATIF :
27, RUE DU TRONE
BRUXELLES

REGISTRE DU COMMERCE
DE LÉOPOLDVILLE N° 2213

N°226/Div.
RB/HJ.

Leopoldville, le 23 mars 1961

ORGANISATION DES NATIONS UNIES

LEOPOLDVILLE


Messieurs,

EVACUATION DE NOTRE PERSONNEL EUROPEEN DU MANIEMA ET DU KIVU

./ Nous avons l'honneur de vous transmettre ,
ci-annexée, copie d'une lettre datée du 11 mars courant, et
que notre Administrateur-Directeur général, Monsieur Julien
Houssiau, a adressé à Monsieur le Délégué Civil de
l'O . N . U .- à Bukavu.

Veuillez agréer, Messieurs, l'assurance de
notre considération la plus distinguée.

COMPAGNIE COTONNIERE CONGOLAISE


R. BRANS
Fondé de Pouvoirs

Usumbura, le 1 mars 1961.

Au Délégué Civil le 1^{er} O.N.U

BUKAVU.

Monsieur,

J'ai l'honneur de me référer aux lettres du 11 et 18 février 1961, de notre représentant à Usumbura, qui semblent être restées sans suite jusqu'à présent. Ces lettres demandaient votre aide pour l'évacuation de notre personnel se trouvant dans la Province du Kivu/Maniéma.

D'après des renseignements reçus du Maniéma, c'est dans cette région que la situation de notre personnel est la plus critique.

Une correspondance reçue de Kindu fait état des faits suivants:

- 1°) Tous nos agents de Kasongo et environs ont été arrêtés, emprisonnés et battus par des soldats de passage à Kasongo. Après 24 heures d'arrestation, ils ont cependant été libérés suite à une heureuse initiative de Monsieur l'Administrateur de Territoire de Kindu. Ces événements ont eu lieu le 18 février. Aucun motif qui puisse nous concerner n'a été donné. Deux agents blessés ont été évacués sur Kindu afin d'y être soignés. Au cours de cet événement, nos agents ont été dépouillés de leurs objets personnels ainsi que de leur argent.
- 2°) Les soldats en question ont réquisitionné tous nos véhicules: camions, pick-up et voitures. Notre personnel est ainsi immobilisé, de même tous les transports nécessaires à notre activité sont arrêtés. Le coton et les arachides restent bloqués dans les centres de rassemblement de l'intérieur.
- 3°) Notre stock de carburants, essence et gasoil, a également été réquisitionné.
- 4°) Nos fonds en banque ne sont plus disponibles faute de billets et numéraire dans les Banques du Congo à Kindu et Bukavu.

Il résulte de tout ceci que nos agents sont dans une situation critique, sans la moindre garantie et à la merci de n'importe quelle arrestation arbitraire ou sévices de la part d'éléments irresponsables.

Nos transports sont arrêtés faute de véhicules et carburants. Nos usines n'ont aucun produit à traiter et sont dépourvues de carburants.

Par ailleurs, les produits déjà usinés précédemment sont bloqués dans nos usines et l'autorisation de les expédier nous est refusée malgré les accords et autorisations qui existent à ce sujet. Cet arrêt des exportations est le fait d'éléments irresponsables et ne semble pas être le fait des Autorités Provinciales.

La conclusion de tout ceci est que le cycle économique est brisé: nous ne pouvons plus travailler, plus exporter, plus vendre la production 1960 de coton, ni remettre les fonds en provenant au Cogecro qui en a assuré le financement.

Sans pouvoir vendre la production 1960, il n'existe aucun moyen de reconstituer le capital nécessaire à la poursuite des activités.

Il en est de même pour la production d'arachides qui est traitée dans notre huilerie de Kasongo. Le même cas se présente aussi dans notre huilerie qui traite les graines de coton à Samba.

.../...

.../... suite let du 11 mars au Délégué Civil de l'ONU Bukavu.

La présence de notre personnel dans nos centres d'activité était pourtant une preuve de notre désir de participer à l'activité économique, à l'effort de redressement et à la prospérité du Pays.

Les faits renseignés ci-dessus mettent en danger la sécurité de notre personnel, tout en rendant cependant tous nos efforts inutiles vu la paralysie économique qui en résulte.

Je suis cependant persuadé que les Autorités Provinciales et autres Autorités responsables n'ont pas cherché cela; mais trop d'éléments irresponsables dictent leurs volontés.

Dans ces conditions, il ne nous reste plus qu'à ~~manx~~ retirer notre personnel jusqu'au moment où des conditions normales de travail seront assurées dans le respect des lois.

Je vous confirme dès lors notre demande de bien vouloir assurer l'évacuation de notre personnel européen jusqu'à un endroit permettant leur rapatriement. Ce personnel sera mis en congé jusqu'à ce que les conditions de travail soient normales.

Je vous demande aussi de bien vouloir assurer la protection du personnel congolais qui se sentirait menacé ainsi que la protection de nos installations et de nos biens.

A toutes fins utiles, voici la localisation de notre personnel européen:

Kindu: Mrs Rens - Meurs et Hoorens (ces deux derniers blessés)

Kasongo : Mrs Demaret - Pattyn et Martin.

Semba : Mrs Gheysels et Pereira.

Kiembwe ; Mr Kassianoff.

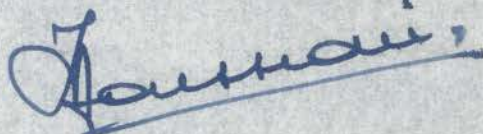
Par ailleurs, le personnel Congolais qui resterait sur place ainsi que nos principales installations sont localisés à Semba , Kasongo, Wamaza, Pene Mende, Kibangula, Mabikwa , Jusangi , Utanga ainsi que dans divers centres où sont stockés les cotons des usines citées ci-avant.

Je vous en remercie d'avance.

Je vous prie d'agréer, Monsieur, l'assurance de ma considération très distinguée.

COMPAGNIE COTONNIERE CONGOLAISE

L'Administrateur Directeur-Général.



J. HOUSSIAU.

cc ONU Léopoldville ✓
Cotonco Léo
AC

21 March 1961

Dear Fitzgerald,

Further to your cable BULE 260 and your letter concerning Ber Lebied, I enclose a receipt signed by his brother for 5000 G.M. which I have just delivered to him. If you hear anything of the whereabouts of Ber Lebied, perhaps you would let me know.

Yours,

J. KELLY

Mr. F. Fitzgerald,
CHIEF ONUC CIVILIAN OFFICER
Bukavu

INTER-OFFICE MEMORANDUM

TO : Mr. J. Kelly, Assistant to the Special
Representative
FROM : F.N. Fitz Gerald, Acting Chief Civil Mission
SUBJECT : Bukavu *F.N. Fitz Gerald*

CF 5,000 for Mr. Lebied

Re my cable BULE 260 about my Ber
Lebied who has left Bukavu, we received
the enclosed CF 5,000 for him too late
to transmit them. Could you please
return them to his brother Eli Lebied,
c/o UTEXLEO, Léopoldville.

Get receipt!

95.76.

ORGANISATION DES NATIONS
UNIES AU CONGO



UNITED NATIONS ORGANIZATION
IN THE CONGO

BOITE POSTALE 7248
LEOPOLDVILLE
REPUBLIQUE DU CONGO
CABLE: ONUC, LEOPOLDVILLE

RECU PAR ONUC DE BER LEBIED
LA SOMME DE 5,000 FRANCS
CONGOLAIS.

A handwritten signature in blue ink, appearing to read 'Eli Lebied', is written above the typed name.

Eli Lebied,
Leopoldville,
le 20 mars 1961

«COBELMIN»

R. C. BUKAVU 289

DIRECTION GÉNÉRALE

BUKAVU 19 mars 1961.

S. P. 2371 - BUKAVU - TÉL. 2364

JK 28
3

A MESSIEURS LES REPRESENTANTS DE

1 ' O . N U . C .

LEOPOLDVILLE.-

Messieurs,

no trace.


Nous avons l'honneur de rappeler à votre bonne attention notre lettre du (5) courant restée sans suite à ce jour alors que nous y sollicitons une réponse télégraphique.

Vous n'ignorez pas les nouveaux incidents qui se produisent notamment en région de Kasongo et qui exposent plus particulièrement notre personnel du Secteur Namoya.

Nous regretterions ne pas recevoir de réponse par retour et vous prions d'agréer, Messieurs, l'assurance de notre considération très distinguée.

Le Medecin-Chef COB-MGL.

Le Directeur Général,


Dr Ch. SCHYNS


M. HUBO.-

cc ONUC Bukavu

SUMMARY

A-795/796

Fitzgerald, ~~the UN officer in charge at Bukavu~~, visited Kindu on 19 March and on the following day, with ~~Colonel~~ Ironsi, he met the provincial president (Omari), the provincial minister of justice (Soumialot), the provincial minister of the interior (Moushanda), other provincial ministers, the minister of mines from Stanleyville (Rudahindwa), the commander of the ANC at Bukavu (Major Bangale) and other military and police officers.

The value of the visit was somewhat reduced by the fact that Colonel Nazaruddin had left for Kasongo with a company patrol of the Malay forces. This company is due to return after an operation against the Balubakats. They were accompanied by 40 ANC. Their move to Kasongo was announced by Katanga radio which suggests a serious leakage of security.

The meeting discussed the evacuation of European and American refugees from Kailo, Moga, Kasongo and Kampene. A suggestion that some should be transferred by air from Kindu to Léopoldville was discussed but a written agreement was not concluded. Arrangements were made for those who were not sick or injured to be moved to Goma for evacuation by boat to Bukavu. Attempts are being made to secure permission for the evacuation of all whose jobs have been Africanized and the remaining wives and children but ~~this~~ awaits instructions from Gizenga. The Congolese have expelled an Italian doctor from Kailo, stating that he issued unjustified sickness certificates.

The Bank at Kindu is short of banknotes and is trying to obtain Fr.10,000,000 from Léopoldville since it is doubtful whether the central bank at Bukavu could meet this requirement.

Kindu has received some food for emergency relief from Léopoldville and more is coming. The question arises whether the UN should also continue its supplies

A number of refugees have now been five weeks in a Kindu hotel and the Malay forces have been instructed to pay their bills and reclaim from the ministry or mission concerned.

Soumialot visited Kindu, ostensibly to bring away his wife and children, but perhaps in order to strengthen his own position. He reported a serious lack of security throughout Maniema. In Mwenga and Kamituga Sureté officials have been stealing money and gold. Pâlice and Sureté are extorting money in Kindu and Kalima and otherwise misbehaving in Bukavu.

He also asserted that at the instigation of the Belgian consul general in Shagugu the UN is urging Europeans to evacuate the area and he said that finding that local civilians had again beaten Europeans and Congolese in Kasongo, killing three or four people, he had arrested the Assistant Territorial Administrator and sent him to Stanleyville. He reported general insecurity in ^{the} Maniema area, which he ascribed to political parties. Perhaps this interest on the part of the provincial government may lead to an improvement which would allow the government and the UN to concentrate on the threat of famine and on economic reconstruction.

The provincial president complained that the Sureté in Kivu province has been overstaffed and ascribed this to Kashamura, minister of information at Stanleyville. There was a discussion on the position of twelve political prisoners, released from prison in Stanleyville, and it was finally decided to keep them under pâlice surveillance in Bukavu.

All this suggests that the provincial government is at last beginning to understand the problems with which it ought to be dealing but it is unlikely that any effective action will be taken for some time.

M=Kelly

Tactical HQ,
MALAYAN Special Force,
KINDU.

MSF/TAC/G/17

18 March 61

Supreme Commander,
ONUC HQ,
LEOPOLDVILLE

Subject: REFUGEES

1. Attached a copy of report for your information on the experience of the thirtyone missionaries who arrived in KINDU from KASONGO in the evening of 15 Mar.
2. A true copy of their Liassez-passer is also attached.

Lt.Col.
Commanding

Copy to:

ONUC BUKAVU

ONUC STAN(for Gen LUNDULA))

SLO MSF LEO

) A copy of the
report and the
Laissez-passer
are attached.

S E C R E T

ACCOUNT OF THE MAIN EVENTS
AT KASONGO

=====

Praenotandum: Tension at Kasongo, more especially since January 1961.

- Requisitioning of motor cars, petrol, spare parts (under menace of weapons);
- Fathers, sisters and brothers were forbidden to leave the mission;
- Several Fathers and Brothers were imprisoned and ill-treated for one or more days.
- Food begins to be rare.
- Difficulties at the occasion of payment of workmen, teachers.
- Thefts.
- Population gives signs of mistrust. Work becomes impossible.
- Passing soldiers annoy the sisters during night.

14 February

8 o'clock

The A.T. of Kasongo, Raphael Mirambo urges everybody from the street: "War".

At the same time arrival of soldiers from Stanleyville, passing for Luluabourg, assisted by certain policemen of Kasongo and Political Emissaries at the mission. Missionary personnel put on knees with hands in the air before the varza of the mission, beating with matraques and cross of rifle.

8.30

Loaded into a van, lying down (beating continues). Brought to prison, where ill-treatment continues. Religious ensigns stolen - insults.

The rest of the white population of Kasongo is brought in.

Shoes, stockings, watches, fountain-pens, spectacles and money are taken away, never to have back.

Followed by ill-treatment.

Afterwards everybody is encaged, three by three in cells of 2 square meters - regular visits and menace of death (in cruel terms).

Afternoon

The sisters are forced to dance with other political prisoners. They are undressed.

S E C R E T

- 2 -

Night Provocation of sisters. Two white women are violated several times, one of the sisters escapes violation since she knows her assailant, but receives a serious blow which paralyzes part of the lower body. Arrival of Fathers, Brothers and Sisters from Kibanula, Wamaza, Malela and Samba - ill-treatment.

Results Br. Gabriel (Malela) : serious lesion of the lungs and loins.
Fr. Gery Ruckebusch : serious wound at the head, lesions over the whole body, danger of death (attested by UNO officials at Kindu).
Sr. Amanda (Kasongo) : three-fold fracture of the arm and key-bone.
Sr. Thierry (Kasongo) : underpart of body paralysed.
Sr. Celesta (Kasongo) : Fracture of temple-bone.
Sr. Antoine : serious lesion of the back-bone.
Fr. Oldenkirche : nervous breakdown.

All these persons have been evacuated with the help of the medical authorities of Kasongo to Kindu and Kamituga.

Fr. Oldenkirche, Ryckelbusch, Br. Gabriel, Sr. Thierry and Sr. Amanda have been evacuated to Leo by the UNO Kindu.

Material Loss: 25 watches, fountain-pens, 15 pairs of spectacles.
Theft of 60,000 F.
Theft of three auto-cars, of which one has been ruined, two badly damaged.

25 February Liberation by soldiers of Kasongo.

N.B. The news about the other missions is only fragmentary by lack of communication.

Wamaza: Arrestation at 7 p.m.
Torturing during hours, esp. during night
(J.J. Heradi present)

S E C R E T

- 3 -

- Kibangula: Arrestation at 1.30 p.m.
No ill-treatment at Kibangula, since the population is very friendly towards the fathers, but as soon as the fathers leave Kibangula beating and insults begin - upright in sun during two hours - pushing van hill upward - beating etc.
The fathers are brought to Wamaza where they meet the party of Wamaza. During the evening they are severely beaten, while J. HERADY is present. All together brought to Kasongo, where further ill-treatment takes place.
- Mingana : Three fathers beaten but not imprisoned.
- Shabunda : Fathers beaten and imprisoned for one night.
- Moyo : Fathers beaten and imprisoned. Father Jan Verhaegen unconscious for several hours, evacuated by UNO Kindu 12.3.61 - to be evacuated to Leo.
- Kipaka : Fr. Daggers beaten, liberated by Major Benezetti while on way to Kasongo, instead brought to Kindu and taken over by UNO.

14 March

09.45

Arrival at the mission of a party of the Kartel (Balubakat), armed with bows and arrows. The fathers are driven together to the mansion of the Bishop, menaced but not beaten.

N.B. Four Fathers and four Sisters have succeeded to escape by either hiding themselves or fleeing to the military camp. Five others tried to escape, but were taken later during the day.

+ 12 o'cl

Taken down to Kasongo-Rive (old Protestant Mission), where the fathers and brothers were forced to humiliations, but not yet beaten. Beating started only afterwards when people started to be excited, thought beating was not really serious - the main thing was fear of being in the hands of uncontrollable men.

S E C R E T

- 4 -

+ 6 o'cl

Taken back to Kasongo (tatooed and painted as savages) to the residence of Mr. Sumialo, Minister of Justice, who arrived at Kasongo during the day, and took the matter in hand.

(Even in the morning two unarmed soldiers of the military camp dared to intervene which probably caused the Kartel not to be too cruel.)

Evening

Discussions took place between Mr. Sumialo and the Kartel about the liberation of the missionary personnel, which were to continue next morning. Mr. Sumialo warrants safety for the night, and the missionaries go back to the mission. Protected by soldiers and policemen.

15 March

At 5 a.m. the missionaries put themselves under the protection of the army.

Evacuation is planned, and carried out during the day.

Departure for Kindu at 2 p.m.

Arrival at Kindu at 0.00 hrs.

Protection of UNO

S E C R E T

COMMENTARY ON ACCOUNT OF EVENTS

=====

Praenotandum This commentary is to be taken as an opinion which has only relative value. The missionaries are not responsible for any misjudgement. Furthermore we demand absolute discretion in the use of this account; it may not harm the mission work or the work of the Congolese priests who are to continue our work in any way.

I Attitude of Congolese soldiers of Military Camp Kasongo

As is clear from the report on the events:

The soldiers have always done their best to protect the lives and goods of the missionaries.

- Liberation on the 15th Feb was mainly due to them - it was they who already on the 14th promised to one of the Fathers to rescue them.
- Two of the soldiers dared intervene at the Kartel, which is probably one of the reasons that the treatment was not cruel.
- They protected the four sisters and a father who fled to the Camp.
- They imprisoned certain people who bothered the sisters.
- The evacuation was effected with their help and protection.

II Reason of the Evacuation

The discussions before Mr. Sumialo made it clear that there was no possibility of continuing to live in a town where the Kartel might return.

- They were ordered to come to Kasongo.
- Their main aim was: killing the white population. This aim was clearly stated before the Minister.
- During prolonged discussions it became clear that they were not content with the liberation of the missionaries by the Minister - they continued to ask a heavy ransom (21,000 F) - If this ransom could not be collected they would content themselves with half of that sum + the lives of 11 missionaries - the reaction of the members of the Kartel continued to be very hostile, demanding not the ransom but the lives of the missionaries.

III The Kartel

The generally known facts are:

- The movement started as a political party.
- But soon changed into a religious sect (secret) - mainly

S E C R E T

- 2 -

- developed in the Ubuyu, where serious troubles took place.
- The main characteristic seems to be a return to old customs and so the movement is fiercely anti-Christian (and so the non-missionaries were left in peace). Their weapons are bows and arrows, and clubs.
 - Organisation: hardly known but seems to be pseudo-military; the chief was addressed as "Commandant". Discipline is very strong, they say they are above all military authority. They had come to Kasongo to take part in the control of roads.
 - Hardly to be contacted be it not for their leopard-skin head-dress.

Europeans in the district to our knowledge

Kasongo: Mr. Amaro and wife (Garage Amaro)
(probably Sulva "Chasseur" and his wife are with him)
Cotonco: four or five agents (Camp Cotongo)
Miss Capellen (probably hidden in Kasongo-Rive) -
a mulatresse of Belgian nationality.

Mwana Kusu: Ten miles in direction of Lusangi
Mr. Hagiokrito (probably alone)

Saramabila: (130 km from Kasongo on road of Wamaza)
Some 10 persons (one woman)

Kalima: M.G.L.

Missionary personnel

| | | |
|------------|--|----------------------|
| Kibangula: | 50 km over Lusangi | 4 sisters (Belgians) |
| Mingana : | 15 km over Kunda (road Kindu-Kasongo) | 3 fathers (Belgians) |
| Moyo : | 40 km over Pangl | 1 father (Belgian) |
| Kalima : | | 3 fathers (Belgians) |

In region of Nigerians: Nakiliza in danger
near Pene-mendex and Itula
Kalole, Kamituga, Mwenga, Lulingu
Shabunda
these seem not to be in danger (perhaps
Kalole)

Copie de la lettre (Laissez-passer) delivree par Mr le Ministre de la Justice aux missionnaires de Kasongo.

REPUBLIQUE DU CONGO

Province du Kivu-Maniema

CABINET DU MINISTRE DE LA JUSTICE

Kasongo, le 15 mars 1961

Nr 111/.../CAB

AUTORISATION

Je, soussigne, Ministre Provincial de la Justice du Gouvernement du Kivu-Maniema, autorise par la presente aux Reverends Peres,

Freres et Soeurs blancs de l'Institut Saint-Henri de Kasongo, de la Mission Catholique de Kasongo, de la Mission Catholique de Kibangula, de la Mission Catholique de Wamaza, de partir de Kasongo pour Kindu en raison de l'insecurite dont ils font l'objet dans la region de Kasongo.

La presente ne vaut cependant pas autorisation de sortir de la Province du Kivu-Maniema.

Le MINISTRE PROVINCIAL DE LA JUSTICE

s. SOUMIALOT, Gaston

Mr Kelly

COPY

REASONS WHICH COULD EVENTUALLY BE BROUGHT
FORWARD FOR AN EVACUATION FROM KINDU TO
ANOTHER REGION

Group: Missionary personnel Kasongo

Continuing missionary work impossible for the moment.

Quiet will not return at Kasongo even if an action is undertaken against the Kartel.

The Kartel is a secret society which will continue its action even if part of it is momentarily lamed. Revenge is then certain which revenge will primarily be directed against the missionaries.

N.B. This return is the more to be feared since certain authorities seem to protect the movement.

Danger of death continues from certain elements of the population.

Menaces of death have been addressed to certain Fathers and Sisters. The attitude of the population while missionary personnel was ill-treated was one of approval. Some elements of the population even excited the attackers to greater cruelty (Kasongo River).

Claims on mission property.

Extortion of undue wages under menace of weapons by
Teachers (December salary): 269000F
Workmen (30% - Primes): 99000F
12000F

Refusal (under menace of weapons) to give notice to the workmen (due to lack of money and material).
Illegal (without mandate) requisitioning of motor cars, petrol, spare-parts etc (under menace of weapons, notwithstanding military authorities forbade this)
Thefts of houses (two). Running of mission property (house and furniture). Garage and ateliers were taken over by a "Society" of workmen, who forbade the brother in charge to enter. They continue to work with mission material and tools in their own profit. Services and material (petrol) could be had by the missionaries according to their taste only.

.... /

Conclusion

Physical ill-treatment cannot be for a missionary a valuable reason to leave a country definitely. But the atmosphere at Kasongo is not favourable for our work now. The mission work is based on goodwill - this goodwill is lost and won't return for quite a time.

Mistrust.

Ridiculising religion before the people. Good morals attacked in public School by Mr Heradi (absolute licentiousness allowed). The same thing in public. Kanyanga allowed if this does not interfere with public order. Political sense religious ceremonies are political meetings. More in particular the work in the village is explained in this way (for this reason Fr E. Declercq was imprisoned for three days). The Fathers were forbidden to leave the mission, thus all work was made impossible (this too was the work of Meradi). The Fathers were (in public) addressed as thieves. On the occasion of the payment (forced) of the teachers (Heradi). On the occasion of the payment of the workmen (Heradi).

As to the school work:

Primary schools. the fathers could not even enter anymore. Secondary schools. the mistrust was enormous; the fathers were (in class) scolded for P.N.P., yule Nzungu etc. the general idea was that the fathers did their best to make all students fail at the occasion of the theft of a radio and some other objects the Fathers were considered to be the thieves. Imprisoning the Brothers of the Institute is undermining their authority.

Priest and Brothers who have been ridiculised, beaten, scolded and offended before the population can not hope to do any good. Their presence is considered as superfluous.

Moreover their state (physical and psychological) is such that they could not return to work in a locality where these things occurred.

They propose therefore to go out of this province for a certain time, in order to recover. If the situation changes and the population shows signs of another mentality, so that their presence has sense, they will always be ready to return.

MSK *ell*

Tactical HQ,
MALAYAN Special Force,
KINDU

MSF/TAC/G/12

17 March 61

Deputy Chief of Staff,
ONUC HQ,
LEOPOLDVILLE

Subject: REFUGEES

1. Forwarded herewith a list of missionaries who arrived in KINDU from KOSONGO in the evening of 15 March.
2. These missionaries who are now living at KINDU Catholic Mission Building are also being rationed by us with effect from 16 March.

Lt Col
Commanding

Copy to:

ONUC BUKAVU)
ONUC STAN (for Gen) A copy of the list
LUNDULA)) is attached.
SLO MSF LEO)

DIOCESE DE KASONGO

Liste du personnel missionnaire evacuee par l'intermediaire des soldats de l'armee Congolaise en date du 15 mars (sur Kindu)

Reverend Pere Emile Rommens
Francois Verrezen
Louis Kempeneers
Joseph Martens
Herman Van der Ven
Herman Daggers
Luc Frateur
Edgard Declercq
Joseph Hendricks
Narcisse Antoine
Max Tertrais
Jan van Harmelen
Joseph Knaepen
Joseph Schick

Reverend Fr. Aime Lievens
Joseph Deschamps
Albert Vandermeersch
Edouard Courtin
Theo Godschalk

tous de la Societe des Peres Blancs
d'Afrique.

Congregation des Freres Van Daele:

Rev. Frere Leon Vandewalle (Fr. Camille)
Leopold Ramon (Fr. Georges)
Richard Dujardin (Fr. Emmanuel)
Alfred Vandeputte (Fr. Adrien)
Jean Cottyn (Fr. Edouard)
Noel Vannoorden (Fr. Rudolphe)

De la Congregation des Soeurs Blanches d'Afrique:

Rev. Soeur Caroline (Louise Heylen)
Henri-Daniel (Anna Schenk)
Cristilla (Anna de la Haye)
Raymond (Anna Chaussier)



DÉLÉGATION APOSTOLIQUE

Léopoldville, le 17 mars 1961

N. 1578

→ Mr Kelly
JPM
17
III

Monsieur,

de Kindu ont été effectuées deux évacuations de Missionnaires et Religieuses agés, malades ou blessés.

Je désire Vous présenter mes remerciements pour l'action déployée par l'ONUC dans les deux cas. Egalement je voudrais Vous remercier pour l'attitude des troupes Malaises qui se trouvent à Kindu. Les Missionnaires Catholiques ont apprécié profondément leur aide.

Je viens d'apprendre que d'autres groupes de personnel religieux vient d'être évacué de Lodja (Kasai) et transférés à Luluabourg. Merci aussi pour cette intervention.

A Kasongo (Kivu) la situation reste difficile. Il y a une trentaine de personnes prisonniers à la Mission Catholique. Je ne doute pas que Vous ferez les pas nécessaires dès que possible. Je reçois de là-bas des fréquents "S.O.S.".

Veuillez agréer, Monsieur, les sentiments de ma très haute considération.

+ Gaston Mojaisky-Perrelli

GASTON MOJAISKY - PERRELLI
Archevêque titulaire d'Amida
Délégué Apostolique

Monsieur MEEKKI ABBAS

Représentant Spécial par i. de l'ONU

LEOPOLDVILLE

Have spoken to the Archbishop. JPM 20/3

" C O B E L M I N "

Bukavu, 17 March 1961.

O . N . U . C

B U K A V U

=====

Gentlemen,

With reference to our repeated requests for evacuation of our staff in Namoya and in particular the four agents who had to be hospitalized following the serious injuries received by them on 14 and 15 February, we have the honour to communicate the following extract of a letter sent to us by the Director of the Namoya Sector:

" Come by the track from Matala which will be repaired by the
" end of the month, avoiding Wamaza where there are serious
" threats of tribal war between two rival clans: the Karumbi
" clan and the Mwenamera clan, whose chief, Sector Chief
" Kawayi, has been assassinated (more exactly, he died as
" a result of beating on 14 and 15 February at Wamaza by
" the Karumbist "jeunesses" with CEREAS tendencies."

I also inform you that on 14 March six armed civilians claiming to be soldiers from Rumangabo arrived in Lulingu (near Shabunda). These latter were prevented from committing new exactions by the intervention of an accounts sergeant of the military post of Lulingu.

Accept, Sir, the assurances of our high consideration.

The Director-General,

/signed/

M. HUBO.-

cc 000
004
1044/1

Bah am
cc Force Commander
file

17 March

1

Force Commander

Special Representative s.i.

Your memo of 17 March regarding the appointment of a UN civilian official to assist the Officer Commanding Malayan Special Force at Kindu in arranging the evacuation of the refugees, I agree. I am asking Kelly to make a recommendation.

cc. Mr. Kelly



INTER - OFFICE MEMORANDUM

17 March 1961

A: Mr M. Abbas
DE: Force Commander
OBJET:

In view of the grave situation which has developed concerning refugees in the Kindu/Maniema area and the ever-increasing problems concerning their evacuation, I recommend that a UN civilian official be appointed as early as possible to assist the Officer Commanding Malayan Special Force at Kindu in arranging the evacuation of the refugees.

Sean Mac Eoin
(Sean Mac Eoin) Lt-Gen

#

Force Commander your memo of 17 March
re -----, I agree. I am asking Kitty to
make a recommendation.

ORGANISATION DES NATIONS UNIES
AU CONGO



UNITED NATIONS ORGANIZATION
IN THE CONGO

BOÎTE POSTALE 7248
LÉOPOLDVILLE
RÉPUBLIQUE DU CONGO
CÂBLE : ONUC, LÉOPOLDVILLE

ONUC BUKAVU
B.P. 2279
Tél. 2471

Bukavu, le 17 mars 1961

Monsieur le Président,

Je vous envoie sous ce pli copie d'une lettre reçue de l'Administrateur Directeur général de la COTONCO qui traite de la grave situation de cette compagnie dans la région de KASONGO.

Non seulement les agents étrangers de la COTONCO dans la région ont subi des sévices (et deux d'entre eux sont gravement blessés) mais les troupes irrégulières ont réquisitionné tous leurs véhicules et leurs stocks de carburants. De plus, l'argent et les effets personnels des agents ont été volés par ces troupes irrégulières, et du fait du manque de billets de banque les agents ne peuvent ni être payés ni payer les ouvriers.

Dans ces conditions, COTONCO demande votre permission pour retirer leurs agents étrangers jusqu'au moment où des conditions normales de travail seront assurées.

J'appuie vigoureusement cette demande et vous prie, Monsieur le Président, de donner sans délai votre autorisation au Commissaire de District de Kindu et aux autorités locales de KASONGO, SAMBA et KIEMBEWE pour que ces agents puissent rentrer à Bukavu ou à Kindu. Une patrouille mixte ANC/ONUC pourrait aller les chercher.

De même, j'appuie la demande de COTONCO pour que leurs ouvriers congolais soient protégés par la police et les militaires ANC qui se trouvent aux installations COTONCO, dont la lettre ci-jointe donne les localisations.

Dans l'attente de rapides décisions de votre part, je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma haute considération.

F.N. Fitz Gerald

F.N. Fitz Gerald
Chef de la Mission Civile ONUC (p.i.p)
pour le Kivu

S.E. Monsieur A. Omari
Président du Gouvernement Provincial
Bukavu

copies à: S.E. M. le Ministre de l'Intérieur, Bukavu
Commissaire de District, Kindu
Major Bangala, Etat-Major, Bukavu
Major Benesette, Etat-Major, Kindu
Mr. Mikki Abbas, ONUC Léo ✓

Usumbura, le 11 mars 1961.

Au Délégué Civil 1^{er} O.N.U

BUKAVU.

Monsieur,

J'ai l'honneur de me référer aux lettres du 11 et 18 février 1961, de notre représentant à Usumbura, qui semblent être restées sans suite jusqu'à présent. Ces lettres demandaient votre aide pour l'évacuation de notre personnel se trouvant dans la Province du Kivu/Maniema.

D'après des renseignements reçus du Maniema, c'est dans cette région que la situation de notre personnel est la plus critique.

Une correspondance reçue de Kindu fait état des faits suivants:

- 1^o) Tous nos agents de Kasongo et environs ont été arrêtés, emprisonnés et battus par des soldats de passage à Kasongo. Après 24 heures d'arrestation, ils ont cependant été libérés suite à une heureuse initiative de Monsieur l'Administrateur de Territoire de Kindu.
- 2^o) Ces événements ont eu lieu le 18 février. Aucun motif qui puisse nous concerner n'a été donné. Deux agents blessés ont été évacués sur Kindu afin d'y être soignés. Au cours de cet événement, nos agents ont été dépouillés de leurs objets personnels ainsi que de leur argent.
- 3^o) Les soldats en question ont réquisitionné tous nos véhicules: camions, pick-up et voitures. Notre personnel est ainsi immobilisé, de même tous les transports nécessaires à notre activité sont arrêtés. Le coton et les arachides restent bloqués dans les centres de rassemblement de l'intérieur.
- 4^o) Notre stock de carburants, essence et gasoil, a également été réquisitionné.
- 5^o) Nos fonds en banque ne sont plus disponibles faute de billets et numéraire dans les Banques du Congo à Kindu et Bukavu.

Il résulte de tout ceci que nos agents sont dans une situation critique, sans la moindre garantie et à la merci de n'importe quelle arrestation arbitraire ou sévices de la part d'éléments irresponsables.

Nos transports sont arrêtés faute de véhicules et carburants. Nos usines n'ont aucun produit à traiter et sont dépourvues de carburants.

Par ailleurs, les produits déjà usinés précédemment sont bloqués dans nos usines et l'autorisation de les expédier nous est refusée malgré les accords et autorisations qui existent à ce sujet. Cet arrêt des exportations est le fait d'éléments irresponsables et ne semble pas être le fait des Autorités Provinciales.

La conclusion de tout ceci est que le cycle économique est brisé: nous ne pouvons plus travailler, plus exporter, plus vendre la production 1960 de coton, ni remettre les fonds en provenant au Cogecro qui en a assuré le financement.

Sans pouvoir vendre la production 1960, il n'existe aucun moyen de reconstituer le capital nécessaire à la poursuite des activités.

Il en est de même pour la production d'arachides qui est traitée dans notre huilerie de Kasongo. Le même cas se présente aussi dans notre huilerie qui traite les graines de coton à Samba.

.../...

La présence de notre personnel dans nos centres d'activité était pourtant une preuve de notre désir de participer à l'activité économique, à l'effort de redressement et à la prospérité du Pays.

Les faits renseignés ci-dessus mettent en danger la sécurité de notre personnel, tout en rendant cependant tous nos efforts inutiles vu la paralysie économique qui en résulte.

Je suis cependant persuadé que les Autorités Provinciales et autres Autorités responsables n'ont pas cherché cela; mais trop d'éléments irresponsables dictent leurs volontés.

Dans ces conditions, il ne nous reste plus qu'à ~~se~~ retirer notre personnel jusqu'au moment où des conditions normales de travail seront assurées dans le respect des lois.

Je vous confirme dès lors notre demande de bien vouloir assurer l'évacuation de notre personnel européen jusqu'à un endroit permettant leur rapatriement. Ce personnel sera mis en congé jusqu'à ce que les conditions de travail soient normales.

Je vous demande aussi de bien vouloir assurer la protection du personnel congolais qui se sentirait menacé ainsi que la protection de nos installations et de nos biens.

A toutes fins utiles, voici la localisation de notre personnel européen:

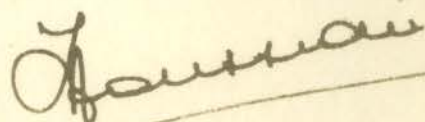
Kindu: Mrs Rens - Meurs et Hoorens (ces deux derniers blessés)
Kasongo : Mrs Demaret - Pattyn et Martin.
Samba : Mrs Gheysels et Pereira.
Kiembwe ; Mr Kassianoff.

Par ailleurs, le personnel Congolais qui resterait sur place ainsi que nos principales installations sont localisés à Samba, Kasongo, Wamaza, Pene Mende, Kibangula, Mabikwa, Lusangi, Utanga ainsi que dans divers centres où sont stockés les cotons des usines citées ci-avant.

Je vous en remercie d'avance.

Je vous prie d'agréer, Monsieur, l'assurance de ma considération très distinguée.

COMPAGNIE COTONNIERE CONGOLAISE
L'Administrateur Directeur-Général.



J. HOUSSIAU.

cc ONU Léopoldville
Cotonco Léo
AC



115 Kelly
9K

ORGANISATION DES NATIONS
UNIES AU CONGO

UNITED NATIONS ORGANIZATION
IN THE CONGO

INTER-OFFICE MEMORANDUM

Ref: 125/61

16 March 1961

TO : C/O Malayan Special Force, Kindu
FROM : F.N. Fitz Gerald, Acting Chief Civilian Officer, Bukavu
SUBJECT : Spanish missionaries in Kasongo diocese

..... I attach a communication from the Spanish Government about Spanish missionaries in the Congo. Page 2 lists those in Kasongo diocese.

Can you report directly to Mr. Kelly, ONUC, Léo, on:

- (a) present location;
- (b) whether illtreated, sick, etc.;
- (c) whether you can contact, for each community and individual.

A negative report should be submitted if necessary.

cc: Mr. J. Kelly, Assistant to Special Representative ✓
ONUC Headquarters, Leopoldville

FNFG:LN

«COBELMIN»

R. C. BUKAVU 289

DIRECTION GÉNÉRALE

BUKAVU, 5 mars 1961. *W*

S. P. 2371 - BUKAVU - TÉL. 2364

A Messieurs les Représentants de

l' O N U C

Léopoldville

Messieurs,

Ce jour vos représentants à Bukavu vous ont adressé une lettre du 4.3.61 de l'A.E.P.K.I, à laquelle était jointe le rapport de Monsieur Kazmitcheff, Directeur du Secteur Cobelmin Namoya, décrivant les sévices dont son personnel a été l'objet.

Nous croyons utile de vous envoyer en outre une copie d'une lettre que nous envoyons sur le même sujet au Président du Conseil du Gouvernement Provincial du Kivu-Maniema.

Le Médecin Chef, cosignataire de la présente, s'est rendu personnellement au Maniema et estime qu'il est inhumain de maintenir des européens en service dans cette région tant en raison des sévices qu'ils ont subis que des menaces qui continuent à peser sur eux.

Nous insistons une fois de plus pour que vous assuriez l'évacuation immédiate des européens des centres miniers du Maniéma en commençant par ceux des secteurs Cobelmin Namoya et Kailo, particulièrement exposés à de nouveaux sévices.

Depuis le 11.2 nous ne cessons de réclamer chaque jour cette évacuation.

Nous considérons que ce retard est inacceptable et criminel après l'engagement solennel pris par l'Organisation des Nations Unies d'assurer la sécurité des résidents étrangers au Congo.

Nous vous saurions gré de nous cabler la suite réservée à la présente requête et vous prions d'agréer, Messieurs, l'assurance de notre considération très distinguée.



Ch. Schyns
Médecin Chef Cobelmin-M.G.L.



M. Hubo
Directeur Général

cc. Onuc Bukavu

*P.S. en dernière minute nous apprenons qu'une infirmière
de la Croix rouge, connue pour son grand dévouement et
attachée à Kalole (près de Namoya) a été l'objet d'un
violin à deux ou trois reprises dans l'église où elle se
trouvait en service. *Ch. Schyns**

«COBELMIN»

R. C. BUKAVU 289

DIRECTION GÉNÉRALE

5 mars 1961.

BUKAVU, TLE

B. P. 2371 - BUKAVU - TÉL. 2364

A Monsieur le Président du Conseil des
Ministres de la Province du Kivu-Maniéma

BUKAVU. -

Monsieur le Président,

Nous avons l'honneur de vous communiquer ci-dessous, à toutes fins utiles, le texte du télégramme qui vous a été adressé par Monsieur Ramazani Augustin, Directeur Administratif du Secteur Cobelmin Namoya :

" Si notre stock essence est saisi par gendarmerie de Lusangi
" serons contraints arrêter production or de la mine de Namoya
" stop demandons votre intervention urgente stop cablez décision
" signé Directeur Administratif Namoya
" cc Gouvernement Provincial Bukavu
" Services des Mines
" Commissaire de District

Nous ne pouvons hélas que vous confirmer la saisie le 18.2.61, non seulement de notre stock d'essence s'élevant à 15.600 litres mais également de nos stocks d'accus, de pneumatiques neufs, d'huile de freins, etc, ainsi que la voiture personnelle d'un de nos agents et des affaires personnelles de trois autres. Ce détachement de gendarmerie était commandé par l'Adjudant OUDIA. Nous vous demandons de bien vouloir nous faire remettre tous les objets saisis et de prendre des sanctions contre les auteurs de ces saisies.

D'autre part, nous vous signalons que les européens de notre secteur Namoya ont été arrêtés et ont dû subir, au cours de cette arrestation arbitraire, les pires humiliations ainsi que de sauvages sévices à tel point que quatre d'entr'eux ont dû être hospitalisés. Chacun de ceux-ci ont, indépendamment des gifles et coups de crosse reçus, fait l'objet de neuf séances de matraquage, totalisant pour chacun 60 à 80 coups de matraque! Ils ont de plus été menacés d'être brûlés vifs à l'essence, supplice moral effroyable. Il est certain que ces agents garderont de ces sévices des séquelles graves pour le restant de leur existence.

En outre, la libération de six de nos agents, dont l'Ingénieur Directeur de Secteur, n'a été obtenue que moyennant paiement par notre caissier congolais, sous la menace d'armes à feu, d'une "contribution bénévole" de 15.000 X 6 = 90.000 francs "à titre de soutien financier à l'Armée Nationale Congolaise de Stanleyville". Cette rançon a été exigée par les jeunes gens M.N.C. de Wamaza et Kasongo à la tête desquels se trouvait Monsieur JUSTIN Richard, se présentant comme Chef de la Sûreté de Stanleyville.

./.


suite 1 à notre lettre adressée à

Monsieur le Président du Conseil des Ministres

Considérant ce qui précède, nous avons l'honneur de vous
demander :

- 1°) d'approuver la révocation de Monsieur Ramazani Augustin qui est à l'origine de ces arrestations et de Messieurs Omari(commis) Azika Louis(commis) et Godfroid(chauffeur) qui ont pris une part active à ces arrestations et à engager vis-à-vis des précités des poursuites pénales;
- 2°) l'application de sanctions contre Monsieur Akedi Richard, Secrétaire en Chef du Poste de Wamaza, qui a extorqué de l'un des quatre agents hospitalisés la somme de 10.500 frs moyennant la promesse de le protéger contre tous sévices au cours de son arrestation!
- 3°) l'autorisation de permettre le départ immédiat de notre personnel en congé de détente ce dont il a un urgent et impérieux besoin. Pendant cette période, les activités minières seront du reste très ralenties à la suite du manque d'approvisionnement et des saisies opérées par l'armée et la police.

Nous vous remercions de l'attention que vous voudrez bien réserver à la présente et en attendant de vous lire, nous vous prions d'agréer, Monsieur le Président, l'assurance de notre haute considération.


M. HUBO.-
Directeur Général.

cc Monsieur Bisukiru, Ministre du Commerce Extérieur, Bukavu.
Général Lundula, Stanleyville.